

Maxime Szczepanski-Huillery

Doctorant en science politique

Curapp/Cnrs (umr 6054)

Université de Picardie

77, avenue de la République

92 120 Montrouge

szczeski@wanadoo.fr

Les usages militants de la lecture et de l'écriture. L'exemple du Monde diplomatique.

Résumé

Journal mensuel né en 1954, le Monde diplomatique a joué un rôle important dans la genèse de la contestation anti/altermondialiste en France. S'appuyant sur une enquête de terrain menée auprès de l'association des lecteurs du mensuel, cette contribution vise, par le biais de l'étude de l'évolution de la ligne éditoriale et des usages du Monde diplomatique par certains lecteurs, à cerner les facteurs expliquant la position actuelle de ce journal au sein de cette nébuleuse contestataire. Il semble que les ressorts de cette position spécifique plongent leurs racines à la fois dans les trajectoires des journalistes, qui cumulent des ressources propres à différents espaces (journalistiques, militants, universitaires), et dans le statut du mensuel qui incarne, aux yeux de certains lecteurs, une lecture de salut.

A partir d'une étude réalisée auprès d'une petite partie du lectorat du mensuel le *Monde diplomatique*, cette contribution voudrait apporter quelques éléments de réflexion sur les modalités d'action et d'engagement d'un journal, et plus exactement de ses journalistes et de ses lecteurs, au sein de la nébuleuse anti/altermondialiste¹ en France.

L'intérêt d'une approche centrée sur ce journal est multiple. Elle permet d'abord de se pencher sur l'implication concrète, connue mais rarement détaillée, de l'équipe et d'une partie du lectorat du *Monde diplomatique* dans l'apparition et l'essor d'un certain nombre de mouvements qui se qualifient désormais d'« altermondialistes » – au premier rang desquels A.T.T.A.C.². Si le rôle du mensuel dans la genèse d'un certain nombre de revendications est régulièrement rappelé par nombres d'observateurs, engagés [CASSEN, 2003] ou non, on sait en définitive assez peu de choses sur l'histoire de ce journal, sur les personnes qui ont contribué à son succès, et sur ceux et celles qui, de plus en plus nombreux, l'achètent et le lisent chaque mois. Au regard du déclin structurel, en France, de la presse dite « d'opinion » au profit de celle dite « d'information »³, la position du *Monde diplomatique* semble au premier abord assez exceptionnelle. La hausse constante de la diffusion de ce mensuel depuis plus de vingt ans s'accompagnant d'un traitement privilégié d'un certain nombre de thématiques⁴ que l'on pourrait, schématiquement, associer à la contestation anti/altermondialistes, mérite que l'on s'arrête sur quelques unes de ses propriétés.

¹ Il faudrait retracer la genèse de la distinction entre mouvements « antimondialisation » et mouvements « altermondialistes ». En tant que telle, il semble que celle-ci renvoie, initialement, à un effort stratégique de repositionnement de la part d'un certain nombre de mouvements (et en premier lieu, d'A.T.T.A.C.), de tentatives en partie voulues et assumées de recomposition identitaire, initiée à partir de l'été 2001 [Passet, 2001]. Pour autant, ces deux termes renvoient plus actuellement à des labels flous qu'à des caractéristiques durcies de distinction entre groupes différents. L'évolution de l'intitulé du colloque dans lequel s'inscrit cette contribution témoigne de la fluidité de ces repositionnements ; comme, d'une certaine manière, la forme « colloque » a d'abord pour objectif de définir et de fixer des catégories, on peut gager qu'elle contribuera à la réussite de cette labellisation.

² Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.

³ On reviendra plus loin sur ces différentes catégories, et sur la difficulté d'apposer une étiquette, nécessairement simplificatrice, sur ce journal.

⁴ Parmi lesquelles les critiques de l'action des institutions internationales ou de la mise en place de politiques économiques néolibérales tiennent une place particulière.

Pour autant, la démarche adoptée ici ne sera pas uniquement celle d'une analyse de discours, mais privilégiera l'observation directe, participante dans certains cas⁵. Plus qu'un « contenu », on voudrait en effet appréhender, par l'examen des usages (d'évasion, didactiques, de salut⁶) du *Monde diplomatique* et des répertoires d'action des membres de l'association des Amis du Monde diplomatique, les relations entre un organe de presse – représentant, à ce titre, un support longtemps incontesté de diffusion des idéologies – et une structure militante ; par là même, esquisser des schémas d'analyse possibles des liens entre lecture, écriture et engagements politiques. A partir d'une perspective microsociologique, on souhaiterait montrer qu'une telle démarche, en l'état programmatique, offre l'opportunité d'approcher les dimensions cognitives du militantisme, et d'observer concrètement la naissance et la circulation des idées, des motifs mais aussi des règles d'action ; d'aborder en quelque sorte les processus de formation et d'alignement des cadres de perception et de revendication, selon le vocabulaire employé par la *frame analysis*⁷.

Le Monde diplomatique : de la promotion du libéralisme à la lutte contre le néolibéralisme.

Comme le souligne l'un des rares chercheurs à s'être penché sur cette question⁸, si les relations entre mouvements sociaux ou organisations partisans et médias se traduisent avant tout, en France⁹, par une « *perte d'autonomie* » des premiers vis-à-vis des seconds, c'est peut-être, d'abord, en raison du recul tendanciel des ressources médiatiques produites par et pour ces mouvements sociaux. Certes, le développement rapide d'Internet à partir du début des années 90 semble contredire le déclin de ce que l'on peut appeler les médias militants¹⁰, au point qu'Internet constitue, aujourd'hui, le moyen d'expression et d'information privilégié de nombreux groupes, formalisés ou non. Néanmoins, le poids historique et symbolique des médias de masse dans la diffusion des idéologies (au sens commun du terme), et donc dans les technologies militantes, oblige presque systématiquement les mouvements sociaux, quels qu'ils soient, à les intégrer, ou plutôt à intégrer les systèmes de contraintes (de format, de registre...) médiatiques, à leurs logiques d'action.

Dans un tel contexte, l'augmentation régulière des ventes d'un journal comme le *Monde diplomatique* pose question. Alors que, comme l'ont montré de manière indirecte certaines d'études¹¹, « *l'histoire du journalisme français au XX^e siècle peut s'interpréter à travers le lent déclin de la presse d'opinion au profit de la presse dite d'information (même si le caractère mutuellement exclusif de ces catégories mériterait sans doute d'être fortement nuancé)* »¹², ce mensuel voit sa diffusion croître, lentement mais sûrement, depuis deux décennies¹³. Comment expliquer cette anomalie, au sens propre, dans un paysage

⁵ Observation entamée en octobre 2002 auprès de plusieurs groupes locaux de l'association des lecteurs du *Monde diplomatique* (les Amis du Monde diplomatique [AMD]), notamment de Paris et du Val de Marne, associée à une quinzaine d'entretiens non directifs réalisés auprès de lecteurs et de journalistes du *Monde diplomatique*, et au dépouillement exhaustif (en cours) du mensuel depuis sa création.

⁶ MAUGER, POLIAK et PUDAL, 1999.

⁷ SNOW & *alii*, 1986 ; pour une approche critique, voir CEFAÏ, 2001 et MATHIEU, 2002.

⁸ NEVEU, 1998, p. 65-73.

⁹ Le constat serait sans doute généralisable à l'ensemble des démocraties occidentales.

¹⁰ Historiquement, en France tout du moins, partis, associations et syndicats n'ont utilisé que la presse écrite comme moyen d'information et de propagande, les autres médias de masse, radio et télévision, étant le produit de monopoles d'Etat.

¹¹ Voir entre autres LAGREE & *alii*, 2000 ; MARTIN, 2001 ; TORRES, 2002.

¹² LEMIEUX, 2001.

¹³ En 2002, la moyenne mensuelle des ventes était de 226 500 exemplaires environ en France, avec une progression de 4% pour les ventes au numéro, et de 11,1% pour les abonnements, par rapport à 2001. Le mensuel tire, en 2003, à près de 350 000 exemplaires en moyenne en langue française (avec une moyenne mensuelle des ventes, pour 2003, de 247 000 exemplaires) ; au total, avec les éditions en langues étrangères (au nombre de 22, sur papier, en septembre 2003), le journal est diffusé mensuellement à 1,5 millions d'exemplaires dans le monde [sources : assemblée générale des AMD, Paris, 24 mai 2003].

médiatique où dominant à la fois les médias audiovisuels, et des pratiques journalistiques fondées essentiellement sur le primat d'une idéologie professionnelle de l'objectivité¹⁴ ? Un détour par l'histoire permettra, en premier lieu, de revenir sur les origines de la « ligne » actuelle du *Diplo*. On y associera, dans un deuxième temps, une réflexion sur le statut des journalistes du *Monde diplomatique* qui, par leurs parcours, leurs activités, se situent aux marges de plusieurs mondes – journalistiques, militants, universitaires.

Le Monde diplomatique, précurseur et prescripteur :

Périodique mensuel créé en mai 1954 par Hubert Beuve-Méry, directeur du journal *Le Monde*, et François Honti, qui travaillait également à la rédaction du quotidien, le *Monde diplomatique* était destiné en premier lieu au corps diplomatique et au personnel politique¹⁵ international. Comptant huit pages à ses débuts, il offrait à la fois des articles d'analyse de la situation politique internationale (rédigés, la plupart du temps, par des membres de la rédaction du *Monde*), des extraits de discours ou d'allocutions d'ambassadeurs et de ministres, et des informations sur la vie publique internationale (rubriques mondaine et nécrologique, carnets, mouvement diplomatique...). En tant que tel, il se présentait (et était voulu) comme un simple supplément du quotidien qui, faute de place, ne pouvait développer la rubrique consacrée à l'actualité internationale. L'équipe rédactionnelle se composait semble-t-il de deux personnes, François Honti et une secrétaire ; les collaborateurs réguliers faisant tous, ou presque, partis de la rédaction du *Monde*¹⁶. Certains traits actuels du mensuel étaient ainsi présents originellement : formels (rythme de parution, format, support papier...), rédactionnels (place accordée aux problèmes internationaux, correspondant à la « grande » actualité, la plus noble¹⁷), professionnels enfin (une petite équipe, faisant largement appel à des « collaborateurs » extérieurs). Toutefois, journal produit par et pour une élite¹⁸, ce mensuel se présentait comme une source de référence en matière diplomatique et de vie politique internationale, à la fois tribune officielle où les représentants des différentes nations¹⁹ pouvaient expliquer la politique étrangère de leur pays, journal d'« analyse », proposant un regard non partisan, quoique pro-occidental et pro-français, de la situation internationale, et journal de « services », offrant à ses lecteurs des informations variées sur la composition des services consulaires, le calendrier des fêtes nationales, les nominations...

Eu égard à la ligne éditoriale actuelle du *Monde diplomatique*, on peut s'interroger sur les conditions de transformation d'un journal à vocation, initialement, diplomatico-mondaine, véritable « voix du Quai d'Orsay ²⁰», vers un titre revendiquant clairement ses engagements anti-coloniaux, tiers-mondistes puis altermondialistes. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées. La première renvoie au rôle spécifique et déterminant, sur lequel il faudrait revenir, joué par un membre de la rédaction du *Monde*, journaliste puis chef du service étranger, Claude Julien. Contribuant régulièrement au mensuel dès sa création, spécialiste des Etats-Unis (il y fit une partie de ses études), auteur d'ouvrages sur la politique étrangère américaine²¹, ce dernier prit la tête du mensuel en janvier 1973. Il en étoffa

¹⁴ NEVEU, *op. cit.*, p. 62 ; cf. également SCHUDSON, 1978, et LEMIEUX, 1991.

¹⁵ Le mensuel était à l'époque sous-titré « Le journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales ».

¹⁶ On peut citer Bertrand Poirot-Delpech, Claude Sarraute et, surtout, Claude Julien, André Fontaine, Jacques Grignon Dumoulin, Jean Schwoebel, Marcel Niedergang, Yves Florenne, Eric Rouleau, Bernard Féron...

¹⁷ Cette hiérarchisation entre « grande » (*i.e.* internationale et politique) et « petite » (*i.e.* locale et associée au « fait divers ») actualité est aujourd'hui largement battue en brèche, au profit de la seconde.

¹⁸ Elite journalistique, celle du *Monde* et de sa rubrique la plus prestigieuse, le service étranger ; élite politique, celle des diplomates, ministres, hommes d'affaire internationaux, comme en témoignent les placards publicitaires vantant les mérites de l'horlogerie suisse ou des hôtels de luxe milanais ou genevois.

¹⁹ Y compris les ambassadeurs des républiques populaires.

²⁰ Selon l'expression d'Olivier COSTEMALLE, *in* « Le maître d'un monde », *Libération*, lundi 27 mars 2000, dernière page.

²¹ Notamment *Le nouveau Nouveau Monde* (Julliard, Paris, 1960, 2 vol.)

progressivement l'équipe²² et, poursuivant la politique du journal, continua à faire appel à des collaborateurs extérieurs, tout en accentuant ce que l'on pourrait appeler une ligne tiers-mondiste²³.

Celle-ci, seconde hypothèse, tire vraisemblablement son origine de la fonction impartie initialement au mensuel. Destiné en premier chef, on l'a dit, aux personnels consulaire et diplomatique, ses rédacteurs ont par la suite privilégié l'actualité internationale, mettant l'accent notamment sur l'antagonisme Est-Ouest, puis sur les luttes anticoloniales et les politiques étrangères des gouvernements successifs des Etats-Unis. Dans cette optique, la rédaction a toujours donné une place importante à l'analyse des faits économiques, accordant jusqu'à la fin des années 60 une confiance totale aux institutions de Bretton Woods²⁴ : nul étonnement, donc, à ce que l'équipe du journal ait développé un registre de familiarité avec lesdites institutions, qui sont, à l'arrivée de Claude Julien en tant que rédacteur en chef, soumises çà et là à des examens sans concession – même si les premiers articles titrant sur le poids des marchés financiers ou le Fond monétaire international n'apparaissent semble-t-il que bien plus tard, en 1991²⁵. Dans le même ordre d'idée, l'attention toute particulière du mensuel à l'égard des pays émancipés de la tutelle coloniale peut s'expliquer, en partie, par la position du *Monde diplomatique* dans l'espace médiatique français des années 50 et 60 : ni journal de parti, ni lié à un courant politique, il adosse sa ligne éditoriale à celle, libérale ou « neutraliste », du *Monde*²⁶, s'efforçant, comme le quotidien de la rue des Italiens, de se tenir à distance et du bloc soviétique, et des Etats-Unis. En ce sens, on peut postuler que le traitement privilégié des questions relatives à ce « tiers monde » émergent comme force politique relève autant, dans les colonnes du mensuel, d'une obligation implicite (car comment traiter de l'actualité internationale, durant la Guerre froide, sans prendre position à un moment ou à un autre en faveur de l'un des deux Grands ?) que d'un choix politique assumé²⁷. Ce refus, plus ou au moins conscient²⁸, de faire pencher le journal vers l'un des deux grands pôles structurant les conflits idéologiques dominants (« socialisme » *versus* « capitalisme ») permet également d'expliquer pourquoi, à partir du milieu des années 70, un certain nombre d'articles portent leur attention vers les politiques de dérégulation de l'économie entamées aux Etats-Unis puis en Grande-Bretagne, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher : le registre critique à l'égard de ce que l'on n'appelle pas encore le « néolibéralisme²⁹ » ouvre un angle d'approche original, dégagé qui plus est des discours marxistes, des politiques économiques en générale, et américaines en particulier.

Aux marges du journalisme ?

²² Ignacio Ramonet et Bernard Cassen rejoignent la rédaction au milieu des années 70.

²³ On peut remarquer que C. Julien a joué, au *Monde diplomatique*, un rôle identique à celui de Hubert Beuve-Méry au *Monde*.

²⁴ Cette attention particulière s'est traduite, jusqu'à la fin des années 70, par la présence d'une rubrique présentant, sous la forme de comptes-rendus factuels, les activités des grandes organisations internationales (entre autres, F.M.I., Banque mondiale, O.E.C.E.).

²⁵ Cf. WARDE Ibrahim, « Les établissements français à la remorque des marchés financiers » ; « Les assises du système bancaire détruites par la déréglementation », janvier 1991, p. 8-9 ; CLERC Denis, « Les rançons de l'euphorie financière », janvier 1992, p. 14 ; BIHR Alain, « Malaise dans l'Etat-nation », février 1992, p. 7 ; CHOSSUDOVSKY Michel, « Les ruineux entêtements du Fond monétaire international », septembre 1992, pp. 28-29.

²⁶ THIBAU, 1996 ; JEANNENEY & JULLIARD, 1979.

²⁷ Signe de cette attention croissante du journal aux questions relatives à l'émergence du tiers monde, l'épigraphe est modifiée au début des années 60, et devient « *Le journal de la coopération et des grandes organisations internationales* ».

²⁸ A l'encontre d'une vision réifiée et utilitariste des cadres cognitifs [MATHIEU, 2002, 87], il faut réaffirmer ici que, pour reprendre les termes de C. Lemieux à propos des grammaires publiques, ceux-ci « *ne sont pas [...] le genre de chose que l'on peut construire ou décider, étant plutôt le genre de chose qui permet de construire et de décider* » [LEMIEUX, 2000, 112].

²⁹ Le terme se généralise au début des années 80. Il est encore employé avec des guillemets dans certains articles en 1981 (Kostas Vergopoulos, professeur de sciences économiques à l'université de Paris VIII, parle ainsi des « adeptes du courant dit "néolibéral" » [« Le néolibéralisme contre l'Etat ? », juillet 1981, p. 30]).

Cette analyse sommaire de l'évolution éditoriale du *Monde diplomatique* resterait néanmoins incomplète si l'on ne revenait pas sur la composition de son équipe rédactionnelle. Les trajectoires biographiques des journalistes du *Diplo*, leurs expériences professionnelles, offrent en effet des éléments de compréhension indispensables à l'analyse de la position actuelle du mensuel.

Cette équipe se caractérise avant tout par des effectifs restreints : huit journalistes permanents³⁰ en 2003, sur les quinze personnes salariées. Une comparaison³¹ rapide avec d'autres organes de presse témoigne, une fois de plus, de sa spécificité – l'ours du *Monde diplomatique* étant l'un des plus courts de la presse écrite. En laissant volontairement de côté la place, pourtant essentielle, des collaborateurs occasionnels dans l'architecture du journal, on constate que les permanents partagent plusieurs caractéristiques déterminantes : celle d'appartenir à ou d'être proche de l'institution universitaire³² ; d'être né ou d'avoir vécu à l'étranger³³ ; d'avoir été proche des milieux politiques de gauche ou d'extrême gauche³⁴ ou, tout du moins, d'avoir une expérience (au sens large) du militantisme³⁵. A titre d'exemple, la trajectoire d'Alain Gresh³⁶ offre un raccourci saisissant des différentes propriétés relevées chez la plupart des journalistes du *Diplo* : né au Caire en 1948, fils d'une mère militante communiste et d'Henri Curiel³⁷, il devient, en 1972, permanent à l'U.E.C. puis, en 1978, au Parti communiste³⁸, tout en faisant une thèse sur l'O.L.P. à l'E.H.E.S.S. Rompant avec le PCF en 1983, il est engagé au *Monde diplomatique* en 1985.

On peut donc dire du mensuel et de ses rédacteurs qu'ils présentent trois facettes : journalistique, militante, universitaire, qu'il convient toujours d'articuler entre elles si l'on veut appréhender les spécificités de ce périodique. Ce sont ces trois aspects qui permettent d'expliquer pour partie le succès du *Monde diplomatique*. Ce journal est l'un des seuls, en France, à bénéficier structurellement à la fois des ressources liées aux espaces journalistique (le mensuel est un « journal », et non une « revue » ; il fait fréquemment appel au reportage, tout en maintenant un lien, certes distendu mais toujours présent, avec l'« actualité »), universitaire (garant entre autres de l'objectivité des articles, d'un certain « recul » par rapport aux faits et d'une capacité d'« expertise »), et militant (offrant notamment une assise normative aux critiques émises par le mensuel).

Contrepartie de cette capacité du mensuel à transgresser les frontières entre ces différents univers, les journalistes permanents du *Diplo* se voient contester en creux, malgré

³⁰ Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Alain Gresh, Maurice Lemoine, Dominique Vidal, Martine Bulard, Serge Halimi et Anne-Cécile Robert. Philippe Rivière, responsable du site Internet du mensuel, y contribue également de manière occasionnelle.

³¹ Comparaison nécessairement biaisée, dans la mesure où il est difficile de trouver des périodiques effectivement comparables avec le mensuel.

³² Cette caractéristique se traduit concrètement par la possession de titres (docteur...) ou par l'exercice de fonctions universitaires (professeur, maître de conférence, professeur associé...). A. Gresh, I. Ramonet, B. Cassen, (pour ne citer qu'eux) sont tous les trois docteurs, respectivement en sciences sociales, en histoire culturelle, en anglais ; Serge Halimi a enseigné à Berkeley ; Philippe Rivière, qualifié, comme Anne-Cécile Robert, de « journaliste universitaire » par I. Ramonet, est normalien, agrégé et docteur en mathématiques. Ajoutons que la fréquence de parution du *Monde diplomatique* le rapproche plus des publications universitaires que des quotidiens.

³³ Ignacio Ramonet, de nationalité espagnole, illustre bien cet aspect. Né en 1943, il a passé une partie de son enfance à Tanger (ville disposant d'un statut international de 1923 à 1956) ; devenu professeur, il donna notamment des cours d'espagnol au prince héritier, futur Mohammed VI, avant de rejoindre la France au début des années 70 [COSTEMALLE, *op. cit.*]

³⁴ Bernard Cassen est ainsi un proche de Jean-Pierre Chevènement, avec lequel il a collaboré dans un cabinet ministériel au début des années 80.

³⁵ Serge Halimi est le fils de Gisèle Halimi.

³⁶ Les informations qui suivent sont essentiellement extraites d'un livre issu d'une série de rencontres entre A. Gresh et T. Ramadan, *L'islam en questions* [Babel, Paris, 2000], complétées d'un entretien réalisé avec A. Gresh dans les locaux du mensuel en décembre 2002.

³⁷ Sur ce militant communiste et tiers-mondiste, assassiné en 1978, voir notamment PERRAULT, 1984.

³⁸ Arabophone, il fut responsable du secteur Afrique du Nord – Proche-Orient de la section de politique extérieure du PCF.

leurs titres et leurs parcours, les différentes qualités³⁹ requises pour appartenir à ces mêmes univers : « journalistes », ils travaillent dans des conditions très spécifiques, assez « confortables » au regard de l'ensemble de la profession journalistique, qui leur évitent une trop grosse pression liée à la gestion du temps ou à la précarité financière. « Universitaires », leurs articles ne paraissent ni dans des revues spécialisées, ni dans des collections académiques et peu mènent une activité d'enseignement permanente. « Militants », enfin, ils ne revendiquent officiellement aucune appartenance à une organisation⁴⁰, ne s'investissent pas directement (tout du moins avant la création d'A.T.T.A.C.) dans des activités politiques, syndicales ou associatives et peuvent se voir reprocher, parfois, des positions *a priori* antagonistes ou tout du moins inacceptables du point de vue de certains lecteurs⁴¹.

A la différence des intellectuels collaborant à des journaux ou à des revues partisans, les journalistes du *Monde diplomatique* échappent ainsi aux effets de *double bind* décrit par F. Matonti [1996] dans son étude sur la revue communiste *La nouvelle critique* : ni « rois-philosophes », ni « conseillers du Prince », évoluant entre différents registres mais conservant leur indépendance idéologique et institutionnelle, ils se caractérisent avant tout par leur multipositionnalité. C'est vraisemblablement cette dernière, associée d'une part à la position monopolistique du *Monde diplomatique* au sein des espaces militants et journalistiques⁴², d'autre part à des reconversions militantes spécifiques (schématiquement, du « tiers-mondisme » vers la « lutte contre la mondialisation »), qui permet de comprendre le rôle du *Diplo* dans la genèse de la contestation anti/altermondialiste en France.

Une disjonction des publics :

La place spécifique du journal au sein des espaces⁴³ militants, médiatiques et universitaires français invite enfin à se pencher sur les qualificatifs qu'il conviendrait de lui accoler et, partant, sur la spécificité de ses caractéristiques. Face à la diversité de la presse écrite en France, il semble en effet difficile d'insérer le *Monde diplomatique* dans des catégories qui, pour la plupart, relèvent du sens commun tout en restant extrêmement floues. Une telle question, loin d'être anecdotique, renvoie en creux au statut des « destinataires » auxquels s'adresse le *Diplo* : les lecteurs en premier lieu, mais aussi tous ceux désignés comme les victimes du néolibéralisme.

A titre de définition provisoire, l'expression *presse engagée* paraît la plus appropriée pour qualifier le type de publication auquel appartient le *Monde diplomatique*. La notion d'engagement a cet avantage d'être reconnue comme pertinente par les acteurs eux-mêmes pour qualifier leur activité⁴⁴. Elle permet en outre d'intégrer l'ensemble des apports de la sociologie de l'action collective, et donc de ne pas étudier les pratiques des journalistes du *Diplo* uniquement à travers le seul prisme des normes professionnelles. Enfin,

³⁹ Les différentes propriétés qui suivent sont loin d'être exhaustives et ne traduisent qu'imparfaitement l'appartenance aux différents univers cités. Sur cette question, et l'opposition puis le passage entre différentes formes de légitimités professionnelles, voir LEVEQUE, 2000, 94-103.

⁴⁰ I. Ramonet est cependant membre des Cercles Condorcet et, après sa retraite, C. Julien fut nommé président d'honneur de la Ligue de l'enseignement. Ces qualités ne figurent néanmoins jamais dans les articles du journal.

⁴¹ Les liens entre B. Cassen et J.-P. Chevènement ont ainsi pu faire l'objet, localement et oralement, de critiques de la part de militants d'A.T.T.A.C.

⁴² Renonçant à chercher des distinctions objectives entre les différents types de presse, Pierre Albert souligne que « *c'est par leurs différences avec leurs concurrents directs que se définissent le mieux les organes de presse.* » [2002, 10] Or, le *Monde diplomatique* n'a aucun concurrent direct, quels que soient les critères choisis : rythme de parution, contenu, format, lectorat visé...

⁴³ Si l'on n'emploie pas les catégories forgées par Pierre Bourdieu – notamment celle de champ –, c'est moins par réticence méthodologique (la sociologie bourdieusienne serait sans doute l'une des mieux armées pour étudier les phénomènes décrits ici) que par refus, comme c'est (trop) souvent le cas, de « piocher » comme bon nous semble dans l'appareil conceptuel bourdieusien, alors que l'état actuel de nos recherches ne nous permet pas encore d'appréhender en profondeur les éléments présentés. « *Des notions telles qu'habitus, champ et capital peuvent être définies, mais seulement à l'intérieur du système théorique qu'elles constituent, jamais à l'état isolé* », soulignait-il dans *Réponses*.

⁴⁴ Alors que des catégories comme « presse d'opinion » ou « presse d'idée » sont loin de faire l'unanimité.

elle englobe des catégories plus restrictives comme celle de « presse partisane », tout en nuanciant la distinction entre « producteurs » et « récepteurs ».

D'une manière générale, on peut dire que ce type de presse doit sa spécificité au fait qu'il entretient avec les normes déontologiques dominantes dans le monde journalistique des rapports distanciés, sinon conflictuels⁴⁵. La presse engagée, à la différence de la presse d'actualité (expression qui semble plus pertinente que celle de « presse d'information »), n'a pas pour objectif premier⁴⁶ d'annoncer des « nouvelles », de suivre pas à pas la trame événementielle du monde. Autrement dit, elle ne « marche » pas au scoop, à la différence de la presse quotidienne où la hiérarchisation de ce qui « est » ou « n'est pas » l'« actualité » dépend d'abord et avant tout de sa proximité chronologique avec le « présent » – même si la recherche du « scoop » ne constitue qu'une infime partie, qui plus est rarissime, du travail journalistique⁴⁷. Une autre distinction, plus significative peut-être, réside dans le fait que la presse engagée ne se veut pas, à la différence de la presse d'actualité, un espace neutralisé : ce n'est pas une « tribune », une « arène » où un principe d'équivalence vient régler les débats et les opinions. Pour reprendre une image commune, la presse engagée n'adopte pas une position de surplomb mais se place, dans l'espace des points de vue, aux côtés de l'objet ou de la cause défendue. Cette prise de position n'est pas, à la différence de la presse d'actualité, cantonnée dans des « lieux » contraints et déterminés (l'éditorial, les pages « Débats », les « chroniques » notamment) ou épisodique (le *Monde*, le *Figaro* ou le *Parisien* ont aussi « leur » cause) mais irrigue l'ensemble des articles, de la mise en page, des rubriques, et cela de manière permanente.

Dans cette perspective, la disjonction flagrante entre destinataires directs (en France, des lecteurs lettrés, titulaires à plus des trois quarts d'un diplôme universitaire supérieur⁴⁸, ayant la volonté de « *comprendre la complexité de l'actuelle mutation du monde ; les nouveaux problèmes que les citoyens affrontent à l'échelle planétaire ; les stratégies des grandes puissances [...]*⁴⁹ ») et destinataires indirects (« *les désespérés, ceux qui n'y croient plus* », les « *exclus* » du Nord et du Sud, « *les élèves qui fréquentent des collègues préfabriqués* », « *les petits agriculteurs* ⁵⁰...») tendrait à faire du *Monde diplomatique* le défenseur d'une « cause sans représentés⁵¹ ». A la volonté d'être « *attentif à toutes les disparités et contradictions sociales, aux déséquilibres aggravés qui démentent avec éclat les vertus supposées de la théorie néolibérale* ⁵² », renvoie l'image de lecteurs dont, certes, le nombre s'accroît, mais dont les caractéristiques sociales ne correspondent pas, ou peu, à celles de ces « désespérés » sur le sort desquels le journal entend attirer l'attention.

Les lecteurs et leurs lectures. Le savoir, socle de l'agir collectif ?

⁴⁵ LEMIEUX, 2000 ; CHARRON, 1996.

⁴⁶ Il faudrait ajouter qu'elle n'a ni l'objectif, ni surtout les moyens de le faire. L'absence d'une agence de presse « indépendante » en France explique en partie cette situation : les organes de presse engagés ne disposent pas d'infrastructures suffisantes (correspondants locaux, envoyés spéciaux) pour se permettre de traiter l'« actualité » internationale autrement qu'à travers le registre de l'« analyse » et/ou de la « critique ». A l'inverse, les journaux locaux « alternatifs » peuvent développer des pages d'information en menant leurs propres enquêtes, dans la mesure où la proximité spatiale et, bien souvent, sociale (il est plus facile de rencontrer un adjoint au maire qu'un ministre) permet, jusqu'à un certain point, de concurrencer la presse quotidienne régionale. Un journal comme *Ch'Fakir*, fondé et animé par François Ruffin à Amiens, en offre une illustration.

⁴⁷ Je remercie Vincent Goulet d'avoir attiré mon attention sur ce point.

⁴⁸ Voir les résultats de l'enquête commanditée par le journal en 1998 [RAMONET I., « Qui sont les lecteurs du "Monde diplomatique" ? – Contre le mimétisme », octobre 1998, p. 14-15]. A l'étranger, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne, il semble que les lecteurs fassent souvent partie de l'élite intellectuelle et universitaire de leur pays.

⁴⁹ RAMONET I., *ib.*

⁵⁰ Citations extraites d'un article de Claude JULIEN, « Le combat et l'espoir », décembre 1990, page 1, 18-19.

⁵¹ COLLOVALD, 2001, p. 140.

⁵² JULIEN Claude, *ibid.*

Comment ces mêmes lecteurs perçoivent-ils, s'ils la perçoivent, cette disjonction objective ? La réponse à une telle question nécessite un protocole d'enquête particulier, à même de saisir et le lecteur, et sa pratique. Objet difficilement observable comme toute activité intellectuelle, l'acte de lecture ne peut être essentiellement appréhendé que sous des formes dérivées, par le moyen du courrier envoyé à la rédaction notamment⁵³. Un autre biais consiste à prendre contact avec des groupes de lecteurs, quand ces derniers existent. Si la question de la représentativité de l'« échantillon » demeure, on peut postuler que le fait de s'attacher à l'étude de ces lecteurs « actifs » offre un aperçu, certes exacerbé ou condensé, de certaines dispositions et propriétés que l'on retrouve chez d'autres lecteurs moins engagés. Là repose l'intérêt d'une étude de la genèse et des modes d'action de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, à laquelle on associera, dans un troisième temps, une réflexion sur les usages de la lecture du mensuel.

Gagner le « combat des idées » :

La création des A.M.D. résulte de la volonté de la direction du mensuel d'accéder à l'indépendance vis-à-vis de la « maison mère », *Le Monde*. Si, à partir de 1989, le *Monde diplomatique* dispose en effet « d'un statut très particulier⁵⁴ », obtenant, en avril, une officialisation de son indépendance éditoriale, celle-ci ne fut cependant garantie par l'indépendance financière qu'en 1996, année où le journal lance et réussit sa filialisation. Grâce au don (un million de dollars, soit cinq millions de francs environ) d'un riche lecteur argentin, et à l'entrée du lectorat dans son capital, l'équipe du journal parvint à acquérir le tiers, puis un peu moins de la moitié du capital du *Monde diplomatique S.A.* Cette prise de participation aboutit au développement de deux associations, celle des rédacteurs et celle des lecteurs. Créée en mai 1995, l'association des *Amis du Monde diplomatique*, qui accueillit à partir de 1996 les lecteurs désireux d'« être actrice ou acteur, partie prenante d'un combat d'idées plus que jamais nécessaire, et dont Le Monde diplomatique et l'association qui regroupe ses amis seront des protagonistes déterminés⁵⁵ », comptait, un an et demi après sa création, plus de 9000 membres⁵⁶, dont chacun versa un apport d'au moins 700 francs⁵⁷ pour contribuer à l'indépendance du journal. A la mobilisation initiale à tous égards exceptionnelle de ces lecteurs s'ajouta, très rapidement, l'organisation de « rencontres-débats » en France et à l'étranger en présence des membres de la rédaction, autour des thèmes traités par le mensuel⁵⁸.

De telles informations pourraient paraître presque anecdotiques si elles n'annonçaient, avec trois ans d'avance et selon un canevas presque identique, la création d'une autre association, A.T.T.A.C. : même appel dans les pages du mensuel, même « réponse » massive des lecteurs⁵⁹, mêmes schémas de création et de constitution⁶⁰, grande similarité des mots d'ordre... S'il n'est pas possible de chiffrer précisément le nombre de

⁵³ Pour une illustration, voir BOLTANSKI, 1990 et CHARPENTIER, 1999.

⁵⁴ JULIEN Claude, RAMONET Ignacio, « Aidez-nous à réussir la filialisation du Monde diplomatique », encart, *Le Monde diplomatique*, février 1995, p. I.

⁵⁵ JULIEN Claude, « Adhérer, participer, agir », in JULIEN Claude, RAMONET Ignacio, « Aidez-nous à réussir la filialisation du Monde diplomatique », encart, *Le Monde diplomatique*, février 1995, p. II.

⁵⁶ Cf. « Les amis du « Monde diplomatique » », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997, p. 2. Environ 9000 lecteurs ont contribué au rachat de 23% des actions du Monde diplomatique, pour une somme totale de 10 000 000 de francs – soit environ 1100 francs en moyenne par contributeur.

⁵⁷ 600 francs d'apport minimum pour les actifs ou les retraités et 200 franc pour les étudiants, ajoutés aux 100 francs de cotisations annuelles.

⁵⁸ En janvier 1997, les « Amis » du Luxembourg se réunissent pour débattre sur « L'Europe, le tiers-monde et la mondialisation » ; à Toulouse et à Montauban, avec Bernard Cassen, la discussion porta sur « Faut-il résister à la mondialisation ? » ; à Montpellier (mars 1997), avec Claude Julien, sur « Société en crise et verrouillage de la pensée : quel citoyen face au diktat de l'économie ? ».

⁵⁹ Selon Bernard Cassen, le journal reçut les mois suivant l'éditorial d'I. Ramonet (« Désarmer les marchés », décembre 1997, p. 1) plus de 4000 lettres de lecteurs désirant participer à ce nouveau « groupe de pression civique ». [B. Cassen, entretien réalisé en mars 2000].

⁶⁰ C'est B. Cassen qui a rédigé les statuts des deux associations, qui sont très semblables (je remercie Raphaël Wintrebert d'avoir attiré mon attention sur ce point).

lecteurs du *Diplo* adhérents d'A.T.T.A.C., on constate, au niveau microsociologique, une grande fréquence des chevauchements des participations, une similitude des thèmes abordés et la présence, lors des « discussions-débats » organisées par chacune de ces associations, des mêmes intervenants. Dans certains cas (à Tours et à Genève par exemple), les « correspondants locaux » de l'association des A.M.D. sont aussi les animateurs des comités d'A.T.T.A.C.

Cette proximité ontologique, pourrait-on dire, n'est pas sans poser problème aux membres des A.M.D. qui, malgré un fort dynamisme initial, voient leurs effectifs s'éroder progressivement⁶¹. C'est que l'association des lecteurs peine à marquer son originalité face à un mouvement comptant plusieurs dizaines de milliers d'adhérents dans toute l'Europe et qui, de surcroît, élargit continûment ses champs d'action et de revendication. Si des membres d'A.T.T.A.C., lecteurs occasionnels du *Monde diplomatique*, peuvent parfois s'abonner lors de manifestations communes⁶², peu décident de s'investir dans une association aux origines, à l'identité et aux objectifs très semblables à celle à laquelle ils appartiennent déjà.

La « conférence » comme forme d'action collective : court essai d'analyse ethnographique.

L'un des principaux objectifs des A.M.D., la diffusion du *Monde diplomatique* et de ses idées, passe par des formes assez spécifiques de mobilisation. Par quels moyens, en effet, accroître l'influence d'un mensuel à vocation internationale sur des catégories sociales qui ne lisent pas ou peu ; diffuser des schémas de pensée ailleurs que dans les milieux militants déjà sensibilisés aux thèmes et valeurs défendus par les journalistes du mensuel ? La vente du *Monde diplomatique* à la criée, sur les marchés, ou par le biais du porte-à-porte, n'est pas employée. Le principal moyen de diffusion du journal et, par là même, d'action des A.M.D., passe, on l'a dit, par l'organisation de « conférences-débats »⁶³. Il convient de s'arrêter sur cette forme spécifique de mobilisation, sur sa morphologie, ses fonctions, tant son usage semble désormais inscrit de façon pérenne dans le paysage anti/altermondialiste. On s'appuiera pour ce faire sur des éléments recueillis lors de l'observation de plusieurs conférences de ce type, organisées par des groupes locaux des A.M.D. de la région parisienne en 2002 et en 2003.

L'organisation des « rencontres-débats » repose essentiellement, au sein des Amis, sur le dynamisme des « correspondants locaux ». Au nombre d'une cinquantaine en Europe (dont quarante-cinq environ en France), ces derniers ont pris individuellement, dans la plupart des cas, l'initiative de créer un comité départemental. Comme le souligne un correspondant belge, « *un groupe, c'est d'abord une personne qui décide de former un groupe* »⁶⁴ : la fréquence des réunions (mensuelles la plupart du temps) et la faiblesse des effectifs⁶⁵ ne favorisent guère, à quelques exceptions près, la formation et le maintien de relations interpersonnelles⁶⁶ ; si le ou la correspondant(e) local(e) vient à quitter ses fonctions, peu de candidats se pressent pour le remplacer. Le siège de l'association⁶⁷, situé à Paris dans les locaux du *Monde diplomatique* joue en la matière un rôle peu visible mais primordial, en organisant, chaque trimestre, une rencontre entre les correspondants locaux, en animant le site Internet de l'association et, surtout, en tenant à jour la liste des collaborateurs extérieurs au *Monde diplomatique*. C'est ce carnet d'adresse que les correspondants mobilisent

⁶¹ L'association compterait à la fin 2003 un peu moins de 6000 membres à jour de leur cotisation – chiffre encore conséquent au regard de l'ensemble du secteur associatif français, mais qui contraste avec la faiblesse des adhérents « actifs ».

⁶² Lors des forums sociaux locaux par exemple.

⁶³ D'autres formes d'action, comme la discussion autour d'un article du mensuel, peuvent coexister avec la conférence. Elles sont cependant minoritaires.

⁶⁴ Réunion trimestrielle des correspondants locaux des A.M.D., Paris, 18 octobre 2003.

⁶⁵ « *Nous, on est très loin des grandes messes, quand on réunit vingt personnes, on est content...* [...] ». Correspondante locale, Est de la France, *ibidem*. Il faut remarquer, néanmoins, que la participation active reste, dans l'ensemble du secteur associatif français, assez faible : les A.M.D. ne constituent pas une exception.

⁶⁶ Un certain nombre de groupes organisent toutefois, occasionnellement, des repas.

⁶⁷ Les A.M.D. comptent une salariée permanente.

principalement (mais pas uniquement) pour organiser leurs quelques 500 conférences annuelles⁶⁸. Le choix des intervenants repose donc, en premier lieu, sur les épaules de ces derniers, qui en discutent souvent (mais pas toujours) avec les « habitués » ; la thématique traitée tient également une place importante (il y a des sujets qui « marchent » mieux que d'autres : les médias, le conflit israélo-palestinien notamment). L'intervenant, enfin, joue un rôle primordial : de sa ou ses qualités, de sa notoriété dépendront en partie l'affluence à la réunion⁶⁹.

Organisée souvent en soirée, la « rencontre-débat » type se déroule très souvent de la même manière : courte présentation du ou des conférenciers par le correspondant, prise de parole (pour une heure environ) de l'intervenant, puis questions de « la salle ». La gestion du temps et de l'espace de la conférence appartient, en grande partie, au correspondant ; la distinction entre « le conférencier » et « le public » est presque systématiquement marquée, par une estrade ou, plus fréquemment, par un face-à-face avec les personnes présentes. Peu de personnes interrompent l'intervenant durant son exposé, qui est écouté avec la plus grande attention ; en cas d'interruptions trop fréquentes, le correspondant ou le conférencier lui-même peut intervenir pour demander le silence⁷⁰. Sans qu'il soit possible d'étudier dans le détail une conférence de ce type⁷¹, on esquissera ici quelques schémas d'analyse, permettant d'expliquer la visibilité actuelle de cette forme d'intervention au sein de la nébuleuse contestataire anti/altermondialiste⁷². De manière plus générale, on voudrait revenir ici, en nous inspirant de la définition de l'expertise proposée par Jean Yves Trépos⁷³, sur l'ambiguïté de usages du savoir, et de sa forme instrumentalisée, l'expertise, dans les arènes militantes.

La conférence exige en premier lieu des participants un très faible investissement temporel et matériel. L'essentiel de la coordination (notamment la publicité) étant assuré par le correspondant local, ni les A.M.D., ni l'intervenant n'ont à gérer des fonds ou un calendrier. Le conférencier, quant à lui, doit présenter oralement un sujet qu'il connaît bien et qu'il aura l'occasion de répéter plusieurs fois ; la conférence lui offre en outre l'opportunité de diffuser l'ouvrage dont est (souvent) issu l'article du *Monde diplomatique* sur lequel on lui demande d'intervenir. Cette forme favorise de fait des modes d'engagement distanciés⁷⁴ : on peut assister à une conférence et pas à une autre, le lien avec l'association étant maintenu par le journal ; l'engagement s'accompagne ponctuellement de participations à d'autres formes (pétition, manifestation...), favorisant le chevauchement avec d'autres mouvements (A.T.T.A.C. fonctionnant sur des principes similaires, avec, souvent, les mêmes personnes...).

⁶⁸ Chiffre non vérifié mais tout à fait probable.

⁶⁹ François Ruffin, auteur des *Petits soldats du journalisme*, est ainsi intervenu à plusieurs reprises en France. Le fait de répéter plusieurs fois la même intervention accroît bien souvent l'aisance oratoire de l'intervenant, qui, outre une connaissance souvent très pointue de son sujet, sait ce qui « passe » bien (mot d'esprit, chiffres, comparaisons...) auprès du « public ». D'une manière générale, les journalistes permanents du *Diplo* sont les plus sollicités, mais les correspondants font également appel à des personnes extérieures au cercle, permanent ou occasionnel, du *Monde diplomatique*.

⁷⁰ « *Laissons X terminer, on posera les questions après* » ou « *Si vous voulez bien, je vais continuer et vous poserez toutes vos questions à la fin* ».

⁷¹ En s'interrogeant notamment sur les régimes de justification des personnes présentes qui, à l'opposé des intervenants, ne sont pas des professionnels de la montée en généralité, et maîtrisent très inégalement les compétences nécessaires à la « bonne » présentation de soi et de leur discours en public (capacités à désingulariser leurs paroles, à manier les « bonnes » synecdoques d'abstraction – « mondialisation », « Etats-Unis », « impérialisme »...) [CARDON & HEURTIN, 1999 ; MEMMI, 1999]

⁷² Pour être pertinente, une telle analyse nécessiterait une histoire de l'importation, au sein du militantisme, de cette forme particulière de mobilisation. On a trop tendance à oublier aujourd'hui que le Parti communiste ou les groupes trotskistes ont, en France, toujours fait un large usage de la formation et, plus généralement, de la transmission de savoirs dans leurs répertoires d'action – relativisant ou recontextualisant de fait la *pseudo* nouveauté de l'aspect cognitif des mobilisations actuelles.

⁷³ « [...] *une situation problématique (une difficulté, qui ne peut être surmontée par l'exercice professionnel normal, voire une difficulté que l'on n'arrive pas à localiser), requérant un savoir de spécialiste [...], qui se traduira par un avis [...], donné à un mandant [...], afin qu'il puisse prendre une décision (parfois pour son propre compte, parfois en vue d'un tiers, le bénéficiaire).* » [TREPOS, 1996, 5].

⁷⁴ ION, 1997.

On pourrait être tenté d'associer à cette forme la notion d'« expertise » : les lecteurs ne viennent-ils pas recueillir un « savoir » dispensé par un « professionnel » (des médias, des relations internationales...) ? Les usages multiples de la catégorie « expertise », liés aux nombreuses arènes (judiciaires, politiques et économiques, environnementales...) où son utilisation est requise, incitent l'observateur à la prudence. Le terme implique en effet plusieurs dimensions qui sont, pour certaines, nettement revendiquées par l'ensemble des acteurs et, pour d'autres, laissées dans l'implicite. D'un côté, l'expertise repose idéalement (et est fondée historiquement) sur l'appel à la science, celle-ci et ses producteurs étant avant tout perçus comme impartiaux, objectifs et rationnels ; de l'autre, en tant qu'élément indispensable, désormais, à la prise de décision dans de nombreuses institutions (et ce à toutes les échelles), sa production et son utilisation sont indissociablement liées « à des fins d'augmentation de pouvoir ⁷⁵».

Cependant, deux figures centrales des situations d'expertise ont un statut flou dans le cas des « conférences-débats » organisées par les A.M.D. : le « mandant » et le « bénéficiaire ». Qui « commande » l'expertise ? Au profit de qui ? Et à quelles fins ? S'il paraît relativement facile de répondre à la première question (les lecteurs et participants, par le biais du correspondant local), des incertitudes pèsent sur les suivantes : là encore, il semble que l'on assiste à une disjonction partielle⁷⁶ entre destinataires effectifs des discours experts (les lecteurs), et bénéficiaires potentiels (les « autres » anonymes), d'autant que ces « conférences » ne s'accompagnent qu'occasionnellement des formes de mobilisations distinctes (manifestations, pétitions...). Dans le cas des A.M.D., il semble donc que ce mode d'investissement remplisse une autre fonction, plus modeste peut-être mais non moins importante, sur laquelle il convient maintenant de s'arrêter.

Savoirs experts, savoirs salutaires :

A vouloir centrer exclusivement l'analyse sur la dimension engagée des pratiques des A.M.D., on manquerait cependant ce qui fait le cœur de leur identité : la lecture du *Monde diplomatique*. Si, comme on le soutient, la dimension « experte » des « conférences-débats » demande à être nuancée ; si, de surcroît, la participation à ce type d'action reste extrêmement minoritaire au regard du nombre total de lecteurs, on peut s'interroger dès lors sur les usages effectifs du mensuel ; autrement dit, essayer de répondre à la question : pourquoi lire le *Monde diplomatique* ? A la suite des travaux de Gérard Mauger et Claude F. Poliak⁷⁷, on sait que les usages sociaux de la lecture ne se résument pas à ce que les auteurs qualifient de « lecture esthète », c'est-à-dire une lecture « gratuite » et « désintéressée », « noble » dans son essence car détachée de toute considération autre que celle de l'esprit. Ils mettent au contraire l'accent sur les dimensions fonctionnelles de la lecture en proposant une typologie différenciant, outre la lecture lettrée (« lire pour lire ») citée, trois types d'usage : de divertissement (« lire pour s'évader »), didactique (« lire pour apprendre »), de salut (« lire pour se parfaire »)⁷⁸. Si la distinction entre ces différentes catégories est plus

⁷⁵ SAURUGGER, 2002, 375

⁷⁶ Partielle, car le *Monde diplomatique* n'hésite pas à privilégier, de manière croissante, la situation économique, politique et sociale de la France (introduction des fonds de pension, privatisation de la Sécurité sociale, ou encore dépendance des médias français à l'égard de groupes privés). Les « conférences-débats » suivent-elles actuellement ce mouvement ? Faute d'information, on ne peut répondre pour l'instant à cette question.

⁷⁷ MAUGER, POLIAK et PUDAL, 1999, p. 393-42.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 393.

analytique que pratique⁷⁹, il reste qu'elle demeure opératoire pour explorer et éclairer les rapports des lecteurs au *Diplo*.⁸⁰

Un premier réflexe consisterait à associer la lecture du *Monde diplomatique* à des usages didactiques. Les thèmes développés, bien souvent en rapport avec une « actualité » délaissée par les médias de masse, relèvent majoritairement de ce que l'on pourrait sommairement appeler les relations internationales (rapports entre pays du Nord et du Sud, guerres interétatiques, relations économiques...), en mettant l'accent sur des aires géographiques habituellement ignorées ailleurs (principalement l'Afrique et l'Amérique latine). De fait, bons nombres d'articles intègrent ce que l'analyse de contenu nomme des marqueurs didactiques – cartes⁸¹, glossaires, notes de bas de page... – destinées autant à faciliter la lecture qu'à favoriser la compréhension⁸². Et, de fait, on ne lit pas le *Diplo* comme on lit la presse gratuite ou un quotidien régional : les numéros sont presque systématiquement conservés⁸³, voire reliés et archivés⁸⁴ ; on le lit ou on le relit fréquemment stylo à la main, pour souligner – un chiffre, une citation, un argument –, s'appropriier et retenir ce qui est écrit ; on s'y réfère, citant tel ou tel article ou auteur quand il est connu, lors des discussions, des réunions⁸⁵. Pour autant, on ne peut pas dire de la lecture du *Monde diplomatique* qu'elle est une lecture pratique, instrumentale, « *au sens où le temps de son déchiffrement n'est pas un temps vécu comme réservé à la lecture : il s'agit de préparer ou faciliter une activité pratique imminente ou engagée.* »⁸⁶ A la différence de la littérature militante de « service »⁸⁷, la lecture du *Diplo*, rarement collective à notre connaissance, n'offre pas de savoir-faire, de tours de main militants, de conseils.

De fait, il apparaît que le mensuel constitue, pour certains lecteurs que nous avons rencontrés, une lecture de salut, telle que la définissent les auteurs de *Histoires de lecteurs* : une lecture visant l'intégration des normes et des valeurs, permettant « *de bien ou de mieux*

⁷⁹ « En fait, toute pratique de lecture, y compris d'évasion, produit des effets de connaissance : ainsi est-on conduit à remettre en cause la distinction de sens commun entre lecture documentaire et lecture littéraire et, sinon à récuser, du moins à nuancer, l'opposition entre lecture littéraire (associée à gratuité, détente, imagination, re-création) et lecture didactique (corrélée à utilité, effort, compréhension, instruction). » (*Ibid.*, p. 406). La porosité des usages est également visible, on y reviendra, entre lectures didactiques et lectures de salut.

⁸⁰ A ce stade de notre enquête, il nous est impossible de produire un matériel empirique suffisant pour infirmer ou confirmer ce qui constitue, en l'état, de simples hypothèses. Les remarques développées ici s'appuient en effet sur un nombre encore insuffisant d'entretiens.

⁸¹ *Le Monde diplomatique* a publié, à la fin de l'année 2002, un atlas auquel ont collaboré, outre les journalistes permanents du journal, un nombre conséquent d'universitaires de toutes disciplines.

⁸² De tels marqueurs renforcent également l'objectivité de celui qui les emploie : « *Illustrer ses articles de tableaux et de chiffres permet d'affirmer l'indépendance, si ce n'est l'objectivité, journalistique, et dans le même temps de "mettre la science de son côté"* » [LEVEQUE, 2000, 86].

⁸³ Ce malgré la mauvaise qualité du papier, qui jaunit rapidement, et le format peu maniable. Certains lecteurs interviewés se séparent de leurs exemplaires au bout de quelques années, surtout depuis l'apparition des premiers Cd-rom : à Paris et en banlieue parisienne, le manque de place est fréquemment mis en avant.

⁸⁴ *Le Monde diplomatique*, à la différence de nombreuses autres publications mensuelles, ne propose pas de reliures à la vente. Outil facilitant la lecture, et plus encore, la transformation de l'éphémère en durable, du journal en livre, la reliure est pourtant une consécration éminente pour les publications périodiques : bon nombre des bibliothèques universitaires ont fait relier les numéros du *Monde diplomatique* (comme ceux du *Monde*).

⁸⁵ Là encore, il faut se garder de toute généralisation : si le *Monde diplomatique* est cité par des militants d'A.T.T.A.C. par exemple, c'est aussi le cas (plus fréquemment et souvent comme repoussoir) du *Monde* ou (plus rarement) de *l'Humanité*. On peut postuler que les effets de citation permettent à la personne qui prend la parole de se grandir, en mobilisant des ressources symboliques auxquelles tous les militants n'ont pas forcément accès, en jouant des arguments (« j'ai lu dans le *Diplo* que... ») ou des contre arguments (« vous avez vu cet article scandaleux du *Monde*... ») d'autorité.

⁸⁶ DEFRANCE Jacques, 1996, « Quand lire, c'est faire... Lectures de conseils pratiques », cité dans MAUGER & *alii*, *op. cit.*, p. 158.

⁸⁷ A l'image de certaines feuilles syndicales ou associatives qui, sous des formes diverses, proposent aux lecteurs/militants des informations « pratiques » (rubrique « vos droits », par exemple...) ou, plus exemplairement, d'un livre comme le *Guide du militant* [LANGLOIS, 1975]

*faire, de bien ou de mieux être*⁸⁸ ». Toutefois, n'appartenant pas à la « littérature de Parti », le *Monde diplomatique* ne saurait être assimilé, comme les textes marxistes canoniques, à la littérature religieuse décrite par Maugé et Poliak. C'est ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse : non lié à un courant ou à un parti, il échappe dans une certaine mesure aux rapports de forces militants ; mais, n'appelant pas directement à agir (lire, ici, n'est pas faire, mais sert à se parfaire), il joue le rôle pour certains lecteurs de *lecture de substitution*⁸⁹, substitution à l'action militante, orientée directement et concrètement vers les victimes ou les auteurs des inégalités dénoncés dans les pages du mensuel⁹⁰.

Cette tension, nettement perceptible chez les membres des A.M.D., tend à renvoyer le lecteur à une posture de simple spectateur, et sa lecture à un « régime d'impuissance »⁹¹. A l'inverse, les journalistes du *Diplo*, professionnels de la montée en généralité et de la désingularisation des causes, qui détiennent la capacité et le pouvoir exorbitants de parler sur et au nom des « désespérés », ne semblent pas lui être soumis. Absents de fait, ces derniers n'en restent pas moins, paradoxalement, au cœur des préoccupations des journalistes comme des lecteurs.

⁸⁸ MAUGER & *Alii*, *op. cité*, p. 417.

⁸⁹ Je remercie Gil Arban d'avoir attiré mon attention sur ce point.

⁹⁰ Une telle hypothèse demanderait, pour être validée, à être confrontée aux trajectoires militantes passées des lecteurs. La lecture du mensuel a-t-elle commencée avec, ou après une rupture politique avec une association, un parti, un syndicat ?

⁹¹ CARDON & HEURTIN, 1999.

Bibliographie :

- ALBERT Pierre, 2002 (1968), *La presse*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris.
- BOURDIEU Pierre & WACQUANT Loïc, 1992, *Réponses – Pour une anthropologie réflexive*, Le Seuil, Paris.
- BOLTANSKI Luc, 1990, « La dénonciation publique », in *L'Amour et la justice comme compétences – Trois essais de sociologie de l'action*, Métailié, Paris.
- CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, 1999, « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, *Espaces publics mosaïques*, PUR, coll. « Res Publica », Rennes, p. 85-119.
- CASSEN Bernard, 2003, *Tout a commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux !*, Fayard, Milles et unes nuits, coll. « Essai », Paris.
- CEFAÏ Daniel, 2001, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in CEFAÏ Daniel et TROM Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, éd. de l'EHESS, Paris.
- CHARPENTIER Isabelle, 1999, *Une intellectuelle déplacée. Enjeux et usages sociaux et politiques de l'œuvre d'Annie Ernaux (1974-1998)*, thèse, université de Picardie-Jules Vernes, Amiens.
- COLLOVALD Annie, 2001, « De la défense des « pauvres nécessiteux » à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, vol. 14 – n°56, p. 135-161.
- FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, 1999, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », dans *Espaces publics mosaïques*, PUR, coll. « Res Publica », Rennes, p. 13-58.
- GRESH Alain, RAMADAN Tariq, 2000, *L'islam en questions – Débat animé et présenté par Françoise Germain-Robin*, Babel, Paris.
- ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, coll. « Enjeux de société », 1997.
- JEANNENEY Jean-Noël, JULLIARD Jacques, « *Le Monde* » de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, Le Seuil, Paris.
- LAGREE Michel et alii, *L'Ouest-Eclair. Naissance et essor d'un grand quotidien régional*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. " Histoire ", 2000.
- LANGLOIS Denis, 1975, *Guide du militant*, Le Seuil, coll. « Politique », Paris.
- LEMIEUX Cyril, 1991, *L'invention de l'objectivité. Eléments pour une sociologie de l'excellence journalistique*, Paris, GSPM, EHESS.
- LEMIEUX Cyril, 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, Paris.
- LEMIEUX Cyril, 2001, compte-rendu de *Le Canard Enchaîné ou les fortunes de la vertu*, de Laurent MARTIN, *Réseaux*, vol. 19, n°108.
- Lévêque Sandrine, 2000, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, PUR, coll. « Res Publica », Rennes.
- MARTIN Laurent, 2001, *Le Canard Enchaîné ou les fortunes de la vertu. Histoire d'un journal satirique (1915-2000)*, Paris, Flammarion.
- MATONTI Frédérique, 1996, « Les « bricoleurs ». Les cadres politiques de la raison historienne : l'exemple de *La Nouvelle critique* », *Politix*, Paris, p. 95-114.
- MATHIEU Lilian, février 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Paris, vol. 52, n°1, p. 75-100.
- MEMMI Dominique, 1999, « Celui qui monte à l'universel et celui qui n'y monte pas. Les voies étroites de la généralisation "éthique" », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques*, PUR, coll. « Res Publica », Rennes, p. 155-166.
- NEVEU Erik, 1999, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux* n°98, Cnet/Hermès Science Publication, Paris, p.17-85.
- PASSET René, 2001, *Eloge du mondialisme – par un "anti" présumé*, Fayard, Paris.
- PERRAULT Gilles, 1984, *Un homme à part*, éd. B. Barrault, Paris.
- MAUGER Gérard, FOSSE-POLIAK Claude, PUDAL Bernard, 1999, *Histoires de lecteurs*, Nathan, coll. « Recherches », Paris.
- SAURUGGER, 2002, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêts au processus décisionnel communautaire », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°4, p. 375-401.

SCHUDSON Michael, 1978, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*, Basic Books, New York.

THIBAU Jacques, 1996, *Le Monde – 1944-1996. Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, Plon, Paris.

TREPOS Jean-Yves, 1996, *La sociologie de l'expertise*, Puf, coll. « Que sais-je ? », Paris.

TORRES Félix, 2002, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en République. 1870-2000*, Hachette, coll. « Littératures », Paris.